

le sentiment patriotique), la question de l'avenir laïque du socialisme britannique n'est encore tranchée ni dans un sens, ni dans un autre.

2. LA QUESTION DES « WELTLICHE SCHULEN » DANS L'ALLEMAGNE DE GUILLAUME II

2.1. « Segmentation confessionnelle » et instruction religieuse dans le dispositif de fabrication scolaire du consentement à l'autorité sous Guillaume II

Entre 1888, année où le jeune empereur Guillaume II monte sur le trône, et 1914, l'Allemagne connaît, sur le plan éducatif, une importante modernisation. La scolarisation élémentaire, déjà presque générale dans les années 1880, se prolonge avec le recul du travail précoce des enfants ; la professionnalisation du corps des instituteurs (*Volksschullehrer*) s'accroît avec le développement des écoles normales⁴¹, tandis qu'un effort budgétaire certain entraîne une sensible diminution des effectifs des classes⁴² ; l'enseignement secondaire voit s'accroître les mutations amorcées précédemment avec la forte extension des filières modernes et scientifiques, ou la progression des lycées de jeunes filles. Bien que l'enseignement reste l'affaire des *Länder*, et ne concerne pas officiellement le gouvernement du Reich ni son parlement (*Reichtag*), la tendance générale est au développement d'une administration civile qui se substitue de plus en plus aux hiérarchies cléricales dans l'inspection et la gestion des établissements primaires (bien qu'on puisse observer de fortes disparités entre les *Länder*, ou entre villes et campagnes : l'influence du pasteur ou du prêtre sur l'école à classe unique de village reste forte en 1914)⁴³. Par ailleurs, l'Allemagne du tournant du siècle est, sur le plan pédagogique, le lieu d'expériences novatrices et de débats théoriques dont on ne voit guère l'équivalent au même moment dans les trois autres pays ici observés⁴⁴.

Mais cette modernisation s'opère en préservant les grandes orientations traditionnelles de la politique scolaire prussienne, qui s'impose de plus en plus comme norme pour tout l'Empire : strict cloisonnement social entre les deux réseaux scolaires (les établissements payants du

⁴¹ On doit signaler toutefois que l'Eglise catholique apparaît, dans le syndicalisme britannique avant 1914, comme étant la plus en mesure de susciter une résistance interne à la politique *purely secular*. C'est le syndicat des dockers de Liverpool, alors dirigé par le catholique Sexton, qui mène aux congrès annuels du TUC la lutte à contre-courant contre les motions laïques. Défaite une nouvelle fois en 1911, à la suite d'une séance tumultueuse (Sexton cria, rapporte B. Simon qu'« on n'avait pas le droit de prendre les votes des catholiques romains pour leur enfoncer l'éducation laïque dans la gorge », *op. cit.*, p. 277) ; la fraction catholique réussit au congrès de 1912 à faire adopter à une courte majorité (952 000 mandats contre 909 000) une motion disant que, puisque la question avait été tranchée par de nombreux congrès, il était inutile qu'on y revienne désormais.

⁴² Les écoles du peuple comptent en Prusse en 1911 en moyenne un peu plus de 56 élèves par classe. Après avoir crû régulièrement jusqu'au milieu du XIXe siècle (58 élèves par classe en 1822, 89,6 en 1852, maximum relevé par les statistiques officielles), les effectifs diminuent lentement en Prusse (en moyenne 68,5 en 1889, 62,9 en 1901). La dénonciation de la lourdeur des effectifs par la presse des organisations enseignantes, comme par les sociaux-démocrates est assurément fondée ; l'accusation selon laquelle les choses iraient en empirant ne l'est pas (d'après les tableaux publiés par R. BÖLLING, *op. cit.*, p. 10 et 14).

⁴³ Rainer Bölling estime qu'en 1911 près d'un quart des instituteurs des *Volksschulen* étaient encore astreints à un service d'église, pour l'essentiel (90 %) à la campagne. L'inspection scolaire par le clergé, toujours légale, est en net recul en milieu urbain, tant cette pratique « conduit à de fortes réactions anti-cléricales » de la part des instituteurs (*op. cit.*, p. 64). On a vu (chapitres 7, 8 et 11) que depuis la première moitié du XIXe siècle le rejet de l'inspection cléricale, fondée sur l'exigence de n'être inspecté que par des « hommes du métier », est un élément structurant fort de l'identité professionnelle des maîtres des *Volksschulen*, et cela indépendamment de leurs convictions religieuses.

⁴⁴ L'ouvrage de Marius CAUVIN, *Le renouveau pédagogique en Allemagne, 1890-1933* (Paris, Colin, 1970), donne pour un public français un aperçu de ces recherches et de ces débats (bien qu'il reste insuffisant sur un certain nombre de points, en particulier les deux ici abordés : l'enseignement religieux scolaire et l'inculcation du conformisme politique).

secondaire ne concernent toujours qu'une petite minorité⁴⁵, et les *Vorschulen* qui y préparent évitent aux enfants des privilégiés la fréquentation des enfants du peuple) ; maintien d'une définition confessionnelle de l'enseignement, surtout élémentaire (« *Entre 1886 et 1906, environ 90 % de tous les élèves catholiques allemands allaient dans des écoles de leur confession ; cette proportion s'élève à 95 % chez les protestants* »⁴⁶) ; transmission, à tous les étages du système éducatif, des valeurs d'amour de la patrie allemande et de loyauté envers le régime et son chef.

Le souci d'organiser la nécessaire modernisation éducative dans le respect de ce cadre politique fondamental se manifeste dès la conférence scolaire de 1890, à laquelle l'Empereur prend une part active. Au lendemain de la levée des lois d'exception contre les socialistes, Guillaume II prononce à cette conférence un discours de combat demeuré célèbre dans l'histoire scolaire allemande :

*L'école doit s'efforcer de convaincre la jeunesse que les doctrines socialistes sont non seulement en contradiction avec les commandements de Dieu et la morale chrétienne, mais qu'en réalité elles sont inapplicables et aussi funestes dans leurs conséquences à l'individu qu'à l'Etat. Elle doit apprendre à la jeunesse, histoire en main, que seule la puissance de l'Etat peut assurer la protection nécessaire à la famille, à la liberté et aux droits de l'individu, et lui démontrer quels ont été les efforts des rois de Prusse, depuis Frédéric le Grand et la suppression de l'esclavage, pour améliorer le sort des travailleurs ; enfin, elle doit montrer par les statistiques combien les salaires et les conditions d'existence des classes ouvrières se sont améliorés sous la protection de la monarchie*⁴⁷.

Ce discours est remarquable en premier lieu parce qu'en dépit de sa référence à Dieu il atteste de la puissance du courant portant à la sécularisation des mentalités et des conceptions du monde qu'on a essayé de décrire plus haut (chapitre 12). Il signifie en effet avant tout qu'il n'est plus possible de s'en remettre à la religion seule pour combattre les idées subversives. Celle-ci ne doit assurément pas être écartée : mais c'est aussi, et peut-être d'abord, avec les armes du raisonnement appuyé sur des preuves (« *histoire en main* », « *montrer par les statistiques* ») qu'on détournera la jeunesse populaire des voies de la révolte contre l'autorité établie. Et c'est au nom des valeurs mêmes que la social-démocratie prétend incarner (« *liberté* », « *droits de l'individu* », « *conditions d'existence des classes ouvrières* ») que cette lutte doit être menée. Seul l'Etat, intervenant comme tel dans le champ éducatif, peut manier ces armes et en appeler à ces valeurs. L'Etat monarchique est loin de se substituer à l'Eglise ; mais face au péril révolutionnaire il se porte en avant et déclare assumer désormais sa part, c'est-à-dire la part principale, de l'effort de conditionnement idéologique des enfants du peuple.

On n'insistera pas ici sur le volet dissuasif ou répressif de cette politique visant à préserver les instituteurs de toute influence social-démocrate (il en est de même à l'université, comme le démontre en 1899-1900 l'affaire Arons⁴⁸). On n'évoquera également que pour mémoire les procédés d'inculcation scolaire de cette religion de la patrie comme religion séculière (ou religion de substitution, *Ersatzreligion*), qui montent en puissance dans les deux décennies

⁴⁵ « *Au total, la formation secondaire coûte, vers 1885, de 4000 à 8000 Marks (5000 à 10 000 francs or), soit plus d'un an de revenus pour les classes moyennes* », Ch. CHARLE, *La crise des sociétés impériales*, Paris, Seuil, 2001, p. 49. Cf. H.U. WEHLER, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, vol. 3, 1849-1914, Munich, Beck, 1995, p. 1208).

⁴⁶ Frank Mickaël KUHLEMANN, « *Niedere Schulen* » [les écoles inférieures], in *Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte, Band IV (1870-1918)*, 1991, p. 185.

⁴⁷ Empereur GUILLAUME II, discours à la conférence scolaire de 1890, traduction de Marius Cauvin, *op. cit.*, p. 68.

⁴⁸ Leo Arons, professeur associé (*Privatdozent*) de physique à l'université de Berlin depuis 1889 et politiquement actif dans la social-démocratie berlinoise, est exclu de l'université en 1900 sur intervention directe de l'Empereur, et cela malgré l'avis défavorable des professeurs de l'université, grâce à une loi votée ad hoc en 1898 (dite plus tard « *lex Arons* ») (Ch. CHARLE, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle, Essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 1996, p. 287-288).

suivantes, et qui vont de la célébration obligatoire à l'école (comme dans tout le pays) de l'anniversaire de l'Empereur à la mise en circulation de livres exaltant « *la monarchie forte* » (d'autant plus librement qu'il reste interdit de faire de la propagande en faveur de la République), ou enjoignant aux élèves (il s'agit d'enfants de 12 à 14 ans) de « *fermer leurs oreilles aux discours révolutionnaires* » et de « *faire leur devoir en cas de guerre* »⁴⁹. Les romans d'Heinrich Mann ont mis en évidence avec une exceptionnelle acuité les mécanismes de cet apprentissage scolaire de l'obéissance aux autorités constituées, et la façon dont les enseignants eux-mêmes, à la manière de son Professeur Unrat, étaient amenés à s'identifier à la classe de « *ceux qui commandent* » et à susciter chez les élèves les conduites et les conceptions appropriées à cette façon de se percevoir⁵⁰. Dans une perspective socio-historique, cette question a été traitée notamment par l'historien de l'éducation allemand Folker Meyer, dans un livre plusieurs fois mentionné dans cette étude⁵¹.

Mais on doit souligner (contrairement à ce que suggère le schéma d'une « sécularisation » en « pays protestant » comprise comme « évidemment de l'intérieur », sans conflit, du lien Eglise nationale – Etat), que les deux Eglises ont déployé jusqu'en 1914 d'intenses efforts pour conserver, aux yeux d'une population où grandissait le « détachement » par rapport à la religion, comme vis-à-vis des autorités civiles, leur place traditionnelle dans l'école publique – mise à mal au même moment en France, en Italie, mais aussi, on l'a vu, en Grande-Bretagne. Elles ont conjointement cherché – dans une coopération étroite, tant leurs intérêts étaient liés par-delà toutes les différences doctrinales – à préserver ce que F.M. Kuhlemann, dans l'étude citée plus haut, appelle la « *segmentation confessionnelle de l'école primaire* »⁵². Il s'agissait d'empêcher la résurgence, dans l'appareil d'Etat prussien, de la tentation de mettre en place des *Simultanschulen*, telles qu'elles avaient été envisagées un temps au moins par Falk, le ministre libéral de Bismarck, si ce n'est par Bismarck lui-même (cf. chapitre 11) :

Les Eglises et le Parti du centre [catholique] défendirent de façon toujours plus décidée le principe de l'école confessionnelle... Finalement, en 1904, le compromis scolaire [Schulkompromiß] renforce le principe confessionnel. L'inspection scolaire, qui dans l'intention de Falk devait être faite non seulement « au nom de l'Etat » mais aussi, dans toute

⁴⁹ L'historien américain Walter LANGSAM, dans une étude publiée en 1950 (c'est-à-dire à un moment où l'intérêt était vif pour les méthodes de conditionnement à la soumission dans un cadre scolaire et pour les moyens de s'en prémunir), sous le titre « Nationalism and history in the Prussian elementary schools unter Wilhelm II » (*in Nationalism and Internationalism*, Edward M. EARLE ed., Columbia University Press, 1950, p. 240-260), cite, parmi d'autres, un manuel d'histoire pour les *Volksschulen* (1910) qui contient les principes normatifs suivants : « *Le maître enseigne les différentes formes de gouvernements, et montre celle qui est la meilleure, c'est-à-dire une forte monarchie, limitée en matière législative par la représentation du peuple, mais suprême dans son administration* » ; « *La majorité des enfants, qui ne sont pas destinés aux études longues, peuvent montrer leur amour de la patrie a) en exerçant librement et consciencieusement leurs droits et leurs devoirs civiques b) en fermant leurs oreilles aux discours révolutionnaires c) en faisant leur devoir en cas de guerre* » (manuel *Methodik des Geschichtunterrichtes*, C. REIM, H. ROSENBERG, op. cit., p. 250).

⁵⁰ « *Unrat [surnom donné par les lycéens à cet enseignant, qu'on pourrait traduire par « professeur ordure »] méprisait Rindfleisch [un cordonnier]... Peut-être habitait-il un logement tout aussi médiocre, mais dans son cerveau, par contre, il détenait la possibilité de s'entretenir avec plusieurs princes de l'esprit – s'ils revenaient sur terre – au sujet de la grammaire dans leurs œuvres. Il passait inaperçu parmi ce peuple, et parfois on le tournait en dérision, mais il appartenait, il en était certain, à la race de ceux qui commandent. Nul banquier, nul monarque, ne participait davantage qu'Unrat au pouvoir, ne luttait plus puissamment que lui pour le maintien de l'ordre établi* » (Heinrich MANN, *Professeur Unrat*, Grasset, 1982, éd. originale : 1905).

Dans le roman d'H. Mann, Unrat est détaché du christianisme. L'antique soumission du clerc à son Eglise est devenue chez lui soumission du professeur laïque à l'Etat.

⁵¹ Folker MEYER, *Schule der Untertanen* [L'école des sujets], *Lehrer und Politik in Preußen 1848-1900*, Hambourg, Hoffman und Campe, 1976. Le titre de cet ouvrage est lui-même sans doute emprunté à un autre roman d'Heinrich Mann, *Der Untertan* (1914).

⁵² « *Die konfessionelle Segmentierung des preußischen Volksschulwesens* », op. cit., p. 187.

la mesure du possible, par des des « hommes de métier », resta organisée sur des bases hétérogènes... Cependant l'inspection ecclésiastique resta jusqu'à la fin de l'Empire la forme dominante de l'inspection [primaire] ⁵³.

Au terme d'un long débat scolaire politiquement très encadré, la réforme scolaire de 1904 en Prusse consacre en effet le maintien de la division confessionnelle des écoles primaires – de plus en plus en décalage sur ce plan avec les écoles supérieures (*Gymnasien* et assimilées) où cette identification perdait de plus en plus sa pertinence. Cette réforme, ou plus exactement la lutte engagée alors par la social-démocratie pour y faire échec, joue un rôle décisif dans l'élaboration du projet d'école du socialisme allemand avant 1914 -comme projet d'une école laïque. Avant de s'y arrêter, il convient de préciser en quels termes se pose dans l'Allemagne de Guillaume II la question de la « formule alternative » qu'on a déjà rencontrée à la période précédente : école simultanée (interconfessionnelle) ou école a-religieuse, c'est-à-dire laïque ?

2.2. Le débat entre partisans des écoles interconfessionnelles et laïques : les enjeux politiques

« En Allemagne où fleurit depuis 1870 la réaction des hobereaux, tout marche à reculons. Les Français disposent à présent des meilleures écoles du monde, avec une stricte obligation scolaire, et tandis que Bismarck ne parvient pas à venir à bout des curés, ils sont entièrement évincés des écoles en France. » ⁵⁴ Cette appréciation qu'Engels livre à Bebel en 1885 définit tout au moins implicitement la laïcité comme l'un des objectifs programmatiques de la social-démocratie allemande en matière scolaire. L'une des difficultés qu'alliaient rencontrer Bebel, Liebknecht et leur parti dans les trois décennies suivantes dans la lutte pour ce programme tient au fait qu'en face du programme de l'école laïque – unification des écoles sans tenir compte de la religion éventuelle des parents, suppression de tout enseignement religieux – se dressait un programme laïcisateur concurrent, celui des « écoles simultanées », qui admettait bien la suppression des barrières confessionnelles, mais non l'abandon de tout enseignement religieux : protestants et catholiques pouvaient recevoir ensemble un enseignement chrétien de base, ou bien (selon une autre formule) ne se séparer en deux groupes que pour le seul cours de religion. Ce programme avait aussi été dans un premier temps opposé en France au mouvement de laïcisation totale – c'était au fond la même demande que formulait Jules Simon : découpler l'école de l'Eglise, abolir tout contrôle ecclésiastique sur l'enseignement public, mais continuer à éduquer les élèves dans la foi en Dieu et en l'immortalité de l'âme. Mais le projet déiste français, qui n'avait pour le défendre aucun clergé, fut dépassé et rejeté dans la dynamique des événements qu'on a cherché à décrire plus haut, si bien que rapidement deux options seulement se firent face. Enseignement confessionnel ou enseignement laïque : le dilemme s'imposa en France comme celui qu'il fallait trancher.

En Allemagne, l'option intermédiaire bénéficia d'une bien plus grande crédibilité. Tout d'abord, elle était déjà mise en place dans un nombre croissant d'établissements secondaires fréquentés par des élèves des deux confessions⁵⁵. Elle avait pour elle sa tradition historique, des exemples de réalisation en Allemagne même⁵⁶. Les Pays-Bas, dont le dualisme religieux était semblable à celui de l'Allemagne, et qui regroupaient depuis une loi de 1806 les enfants catholiques, protestants (et juifs) dans les mêmes écoles (voir le chapitre 4), les nouvelles *board*

⁵³ F.M.KUHLEMANN, *op. cit.*, p. 185.

⁵⁴ F. ENGELS, Lettre à Bebel du 28 octobre 1885, in LÊ Thành khöi, *Marx, Engels et l'éducation...*, p. 74.

⁵⁵ Et cela pour des raisons autant budgétaires qu'idéologiques : il coûtait moins cher d'accueillir des élèves catholiques dans un collège originairement protestant que d'en ouvrir un autre.

⁵⁶ On a vu que dès la fin du XVIIIe siècle ce système avait été introduit dans certaines principautés (Nassau). Repoussé par les autorités prussiennes, il s'était maintenu dans quelques endroits au cours du XIXe siècle. Le Grand-Duché de Bade l'avait adopté à la fin des années 1860 (chapitre 10).

schools anglaises, démontraient également la viabilité du système. Il présentait enfin aux yeux de ses partisans l'avantage d'esquiver l'attaque frontale contre le système établi. Il était difficile de fustiger comme « irrégulier » celui qui se contente de plaider pour la tolérance réciproque des confessions.

La principale force politique qui défend ce programme sous Guillaume II est le Parti du progrès (le parti des « libéraux de gauche »). Il bénéficie de l'appui d'universitaires de premier plan, tel le spécialiste de *pédagogie sociale* Paul Nathorp⁵⁷. Il est en outre largement partagé par les enseignants des *Volks-schulen* eux-mêmes, et par leur *Union générale*, dominée par un courant proche du Parti du progrès. « *L'école simultanée donne une vive impulsion à l'éducation morale et religieuse, parce qu'elle apprend à ses élèves le respect pour les convictions qui lui sont étrangères* », selon les termes d'une motion sur la question religieuse votée au Congrès de Munich de l'*Union générale des enseignants allemands* (1906)⁵⁸. La résolution ajoute : « *A travers l'école simultanée se forge au mieux l'unité nationale de notre peuple.* » On voit comment la revendication des *Simultanschulen* peut se concilier avec l'appui aux thèses officielles sur la fonction d'intégration patriotique de l'école du peuple. Mais de telles protestations de loyauté politique ne font pas avancer la cause des écoles interconfessionnelles auprès des ministres de l'Instruction publique et des Cultes : l'hostilité régulièrement réaffirmée des deux hiérarchies religieuses a raison, jusqu'à la guerre, de toutes les velléités réformatrices.

En 1905, moment où la question laïque se trouve en Allemagne au premier plan des préoccupations de politiques scolaires, le *Manifeste de Zwickau*, né de l'initiative d'enseignants d'école primaire de Saxe, recueille de nombreuses adhésions sur un programme qui réclame « *l'enseignement de l'histoire sainte pour le maître, l'enseignement du catéchisme pour les ministres des cultes* »⁵⁹. Cette division des tâches, qui peut paraître surprenante, s'explique, selon l'historien de la sécularisation de l'école allemande K. Erlinghagen (voir introduction), par l'origine protestante des instituteurs saxons (les écoles normales restant confessionnelles, un instituteur allemand est à cette époque statutairement « protestant » ou « catholique ») : la conquête de l'indépendance vis-à-vis du pasteur passe plus facilement, en contexte protestant, par la revendication de la liberté de parole pour le maître en matière religieuse, tandis qu'en contexte d'origine catholique cette même recherche d'indépendance passe par la stricte délimitation des compétences, le maître n'ayant pas à se charger de quelque enseignement religieux que ce soit. Mais en Saxe, comme dans le reste de l'Allemagne, la social-démocratie oppose à ce programme d'école déconfessionnalisée son propre projet d'école laïque.

Le principe de la séparation des Eglises et de l'Etat est en effet réaffirmé par la social-démocratie après la levée des lois d'exception (1878-1890). Le congrès d'Erfurt (1891) qui joue le rôle d'une refondation du mouvement (c'est alors que la social-démocratie prend son nom de *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, SPD), adopte un programme dont le point 6 est ainsi libellé :

⁵⁷ P. Nathorp, professeur à l'université de Warburg, publia en 1908 un ouvrage consacré à la question de l'enseignement religieux (*Religion innerhalb der Grenzen der Humanität* (« La Religion dans les limites de l'humanité »), *ein Kapitel zur Grundlegung der Sozial-pädagogik*, Tübingen, Mohr, 1908), dont le titre indiquait bien la visée néo-kantienne. Dans un autre ouvrage de *pédagogie sociale* publié l'année précédente (*Gesammelte Abhandlungen zur Sozialpädagogik*, Stuttgart, 1907), il avait consacré à l'enseignement religieux non dogmatique un développement inspiré de Pestalozzi : « *La religion ne se réduit pas à la moralité ; mais elle présente, jusque dans ses formes les plus hautes, les traces de l'origine sensible de la moralité humaine* » (suit une citation correspondante de Pestalozzi) (*op. cit.*, p. 334).

⁵⁸ Citée par B. MICHAEL, H. M. SCHEPP, *Politik und Schule ...*, p. 518.

⁵⁹ Citée par B. MICHAEL, H. M. SCHEPP, *Politik und Schule ...*, p. 518.

*La religion déclarée chose privée. Suppression de toutes les dépenses faites au moyen de fonds publics pour des buts ecclésiastiques et religieux. Les communautés ecclésiastiques et religieuses doivent être considérées comme des associations privées qui règlent leur affaire en toute indépendance*⁶⁰.

Ce principe d'indépendance réciproque des instances politique et religieuse, similaire à celui qui conduira en France à la loi de 1905, qui était, on l'a vu, celui de Marx, avait été défendu dans le débat préparatoire au congrès d'Erfurt par Engels. Critiquant dans une lettre à Kautsky qui devait connaître une grande notoriété (29 juin 1891), un premier projet de programme à cause du « *paisible opportunisme* » qui selon lui l'inspire, Engels propose une formulation (très proche de la version définitive retenue) accompagnée de ce commentaire :

*Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Toutes les communautés religieuses sans exception seront traitées par l'Etat comme des sociétés privées. Elles perdent toutes subventions provenant des deniers publics, et toute influence sur les écoles publiques (on ne peut tout de même pas leur défendre de fonder, par leurs propres moyens, des écoles qui leur appartiennent en propre, et d'y enseigner leurs bêtises). « Laïcité de l'école » tombe alors. Sa place est dans le paragraphe précédent*⁶¹.

La position d'Engels sur la question de la laïcité peut donc être résumée ainsi : 1) totale liberté de conscience ; 2) séparation entière des Eglises et de l'Etat ; 3) laïcité complète de l'enseignement public ; 4) droit reconnu aux Eglises de fonder des établissements privés exclusivement financés par des fonds privés⁶².

Par ailleurs, dans son principal ouvrage théorique, *La femme et le socialisme* (1887), Bebel avait réaffirmé l'incompatibilité de principe du mouvement qu'il dirigeait et de la foi religieuse, reprenant la formule de ses textes de combat du début des années 1870⁶³. Le statut attribué à la femme par chacune des deux doctrines sert ici à démontrer que « *ce qui a progressivement amélioré le sort de la femme dans ce qu'il est convenu d'appeler « le monde chrétien », ce n'est pas le christianisme, mais bien les progrès que la civilisation a faits en Occident malgré lui* »⁶⁴. L'instrumentalisation politique de la religion est présentée par Bebel en ces termes :

*Les classes dirigeantes, qui se voient menacées dans leur existence, se cramponnent à la religion comme au soutien de toute autorité, ainsi que l'ont considéré toutes les classes qui ont été jusqu'ici prépondérantes. La bourgeoisie elle-même ne croit à rien ; c'est elle qui par toute son évolution, par toute la science issue de son sein, a détruit la croyance en la religion et en toute autorité. Sa foi n'est donc qu'une foi de parade et l'Eglise n'accepte l'appui de cette fausse sœur que parce qu'elle en a besoin : « la religion est nécessaire pour le peuple*⁶⁵.

Mais, il importe de le préciser, cette position de principe ne doit pas pour Bebel ou Kautsky conduire le SPD sur la voie de la lutte antireligieuse. Les Eglises ne sont pas une cible privilégiée de la presse sociale-démocrate. Pas davantage ne peut-on parler d'une lutte politique pour mobiliser l'opinion populaire en faveur de la séparation des Eglises et de l'Etat. Le SPD, des

⁶⁰ *Programmatische Dokumente der deutschen Sozialdemokratie*, Berlin, J.W.Dietz, 1973, p. 138.

⁶¹ K. MARX, F. ENGELS, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Ed. Sociales, 1966, p. 48.

⁶² Engels repousse ici nettement l'idée d'un « monopole » scolaire de l'Etat, y compris, cela mérite d'être souligné, dans un régime politique socialiste.

⁶³ August BEBEL, *La Femme et le socialisme* (1887).

⁶⁴ August BEBEL, *La femme dans le passé, le présent, l'avenir* (1883), Paris, G. Carré, 1891, p. 37. Bebel cite à ce sujet l'épître aux Ephésiens (5, 22-23) : « *L'homme est le maître de la femme comme le Christ est le chef de l'Eglise.* » L'enjeu politique est ici en premier lieu pour Bebel d'établir la légitimité de la revendication du droit de vote pour les femmes (pour lequel le SPD s'engage nettement plus que le socialisme français de la même période).

⁶⁵ *Ibid.*, p. 302.

années 1890 à la veille de la Guerre, se présente bien plus comme un parti anticapitaliste et anti-nationaliste (du moins dans son discours officiel, on y reviendra) qu'anticlérical. Pour une part, les raisons de cette discrétion remontent à Marx lui-même et à son rejet de l'anarchisme bakouninien (Bakounine et ses partisans ayant préconisé, on l'a vu, de faire non seulement de la lutte contre l'influence idéologique des Eglises, mais de la propagande pour l'athéisme, l'un des axes de construction de l'Internationale et de ses partis). Les responsables du SPD donnent cependant rapidement de cette injonction de Marx et d'Engels une interprétation sensiblement différente de l'intention révolutionnaire originale. La formule « *la religion est une affaire privée* » sert peu à peu à écarter toute mobilisation social-démocrate dirigée contre le pouvoir des Eglises : les jeunes militants qui proposaient d'agir en ce sens au congrès de Halle (1890), et d'Erfurt l'année suivante, sont fermement remis à leur place par Bebel, et Adolf Hoffmann, le principal représentant de ce courant dans les instances social-démocrates, ne parvient pas à faire prévaloir ses vues⁶⁶. Cette lutte est considérée comme inutile sur le plan des principes, dans la mesure où le besoin de croyance, qui naît pour le peuple de ses conditions matérielles d'existence, ne saurait être supprimé que par la suppression de ces conditions d'existence elles-mêmes ; et comme dangereuse sur le plan politique, parce qu'elle risque de dévoyer les énergies vers un but secondaire et diviser les travailleurs, et donc les électeurs, en croyants et incroyants, au moment où la social-démocratie connaît, sur le plan électoral, une progression spectaculaire⁶⁷. Dans une organisation socialiste de la société (le « programme maximum »), les Eglises séparées de l'Etat seront amenées à dépérir d'elles-mêmes ; mais dans l'immédiat (pour le « programme minimum »), il est inopportun de mettre cette question au centre de la propagande du parti.

On voit comment cette conception mécaniste du marxisme, fortement influencée par le positivisme⁶⁸, peut conduire le SPD à un attentisme pratique qui confine à l'indifférence pour les questions religieuses. La formule lapidaire « *la religion est une affaire privée* » en vient à signifier qu'en matière de foi le SPD n'a pas à prendre parti, et que la question du rôle politique des Eglises ne le concerne pas. Cette interprétation réductrice de la conception politique de Marx et d'Engels laisse le champ libre au développement d'une attitude pratique de conciliation avec les forces religieuses. En Bavière, où le SPD local, sous l'impulsion de Georg von Vollmar, est une sorte de laboratoire pour une politique de conciliation avec la société officielle, les députés sociaux-démocrates votent le budget des cultes dès 1894, sans s'attirer, semble-t-il, la protestation indignée de la direction nationale du parti. Leur préférence va au modèle alternatif des *écoles simultanées*, qui paraît plus réaliste (au moins comme étape intermédiaire), et qui favorise les convergences recherchées avec les libéraux de gauche : mais là encore, le « centre » d'inspiration marxiste tarde à soulever la question devant le parti. Il est notable que dans la grande lutte interne qui se déclenche quelques années plus tard à la suite du livre « révisionniste » de Bernstein *Les présupposés du socialisme et les tâches de la social-démocratie* (1899), ni la question religieuse, ni celle de la Séparation laïque ne sont soulevées par les leaders des deux positions en conflit.

⁶⁶ Adolf Hoffmann publie en 1892 un pamphlet anticlérical, *Les dix commandements et la classe possédante* (*Die zehn Gebote und die besitzende Klasse*) qui lui vaut l'animosité de nombre de députés sociaux-démocrates craignant les effets pervers, sur le plan électoral, d'une telle mise en cause des Eglises.

⁶⁷ Avec la suppression des lois d'exception, le SPD passe de 10,1 % des suffrages et 11 députés (élections au Reichstag de 1887) à 19,7 % des voix et 35 députés (élections de 1890). La progression, presque continue, culminera en 1912 avec 34,8 % des voix et 110 députés (Jacques-Pierre GOUJEON, *La social-démocratie allemande, 1830-1996*, Paris, Aubier, 1996, tableau p. 125).

⁶⁸ On peut en effet rapprocher cette conception du déclin inéluctable de la religion dans une société socialiste de la conviction positiviste de son déclin tout aussi inéluctable dans l'atmosphère de la modernité : « *Les niaiseries de Lourdes marquent trop bien [l']irréremédiable décadence [de la religion] pour que cette décomposition ambulante puisse triompher d'une société vivante, dont tout le progrès est absolument laïque* » (Jules FERRY, Lettre du 20 novembre 1872, cité par L. LEGRAND et al., *Histoire de la laïcité...*, p. 48).

La question scolaire est d'ailleurs remarquablement absente du débat du « révisionnisme ». Ni Bernstein (dans son livre), ni ses contradicteurs ne soulèvent la question de la politique scolaire de la social-démocratie. Ce n'est qu'un peu plus tard qu'est entreprise en ce domaine une réelle élaboration qui conduit à mettre la question des *weltliche Schulen*, ou écoles laïques, au premier plan des positions principielles du SPD.

2.3. La question de la laïcité (« Weltlichkeit ») et celle du « retrait d'Eglise » dans la social-démocratie allemande (1904-1914)

C'est en effet autour des contestations suscitées à partir de 1904 par le projet de réforme scolaire prussienne (qui confirme le principe de l'école confessionnelle) que naît réellement le débat interne sur la politique scolaire de la social-démocratie allemande. L'un des points de conflit majeurs est posé par la question de la lutte contre le caractère confessionnel de l'école primaire. Les deux positions opposées, celles de l'école simultanée et celle de l'école laïque, s'affrontent au congrès du SPD de Prusse de 1904. Leo Arons, rapporteur sur ce point, fait adopter majoritairement une position de refus sans ambiguïté de l'école simultanée, qui n'est pour lui qu'une variante de l'école confessionnelle : « *Les divergences des libéraux avec les partisans de l'école confessionnelle ne sont qu'une question purement tactique.* »⁶⁹ A travers la question scolaire se pose nettement (comme en Angleterre, vis-à-vis des partisans libéraux des *unsectarian schools*) la question politique de l'alliance, ou du refus de l'alliance, avec la bourgeoisie libérale.

Le refus berlinois du « *compromis scolaire avec les libéraux sur la question de la Simultanschule* »⁷⁰ engage une dynamique qui conduit le congrès national du SPD de 1906, à Mannheim, à discuter de façon approfondie de la question scolaire. Deux rapports complémentaires sont présentés par Heinrich Schulz, depuis longtemps spécialiste des questions enseignantes au SPD et dans la revue théorique du parti, *Die Neue Zeit*, et par Clara Zetkin, qui dirige la revue féministe du parti, *Die Gleichheit* (« L'Égalité »)⁷¹. Le cadre programmatique général des deux rapports est celui de l'école unique (*die Einheitschule*), école

⁶⁹ Leo ARONS, cité par U. BENDELE, *op. cit.*, p. 54 (sur « l'affaire Arons », voir plus haut).

⁷⁰ U. BENDELE, *op. cit.*

⁷¹ Ces deux personnalités devaient dominer le débat scolaire du mouvement ouvrier allemand pendant le premier tiers du XXe siècle. Heinrich SCHULZ (1872-1932), instituteur à Brème, puis permanent du parti chargé des questions enseignantes, sera directeur de l'école centrale du SPD (1906) et député au Reichstag (1912-1918) ; il votera les crédits de guerre. Resté au SPD après la scission du socialisme allemand, il sera l'un des principaux artisans du « compromis scolaire » de Weimar avec le parti catholique du Centre, acceptant désormais « à titre transitoire » les formules d'école interconfessionnelle et même confessionnelle qu'il repoussait avant 1914 (voir conclusion), puis, en tant que sous-secrétaire d'Etat de gouvernements socialistes du Land de Prusse, mettra en place une politique de réformes scolaires qui laissera en place le cadre fondamental des écoles confessionnelles.

Clara ZETKIN (1870-1933), elle aussi institutrice, puis journaliste du SPD, est d'abord impliquée dans les questions de politique familiale. C'est à ce titre qu'elle devient la principale organisatrice du mouvement pour les droits des femmes impulsé par la social-démocratie. Proche de Rosa Luxemburg, internationaliste pendant la guerre, puis membre de la Ligue Spartakiste, elle échappera à la répression de janvier 1919, et deviendra l'une des figures majeures du KPD et de la Troisième Internationale : elle représentera le Komintern (ou « la Komintern », selon la suggestion récente de son historien Pierre Broué) au Congrès de Tours de la SFIO. Elle jouera un rôle de premier plan dans l'élaboration de la politique scolaire du KPD, notamment à travers plusieurs polémiques contre H. Schulz, qu'elle accusera d'avoir renié ses positions marxistes antérieures. Longtemps critique vis-à-vis des fractions successivement à la tête du KPD, elle se ralliera ensuite à Staline. A titre de doyenne du Reichstag élu en mars 1933, elle prononcera le discours d'ouverture de la dernière session parlementaire de la République de Weimar.

Si un certain nombre d'écrits féministes de C. Zetkin sont accessibles en français grâce à son biographe Gilbert Badia (voir bibliographie), aucun de ses écrits de politique scolaire (avant ou après 1918) n'a été traduit sauf erreur. Une anthologie a été rassemblée dans le recueil *Über Jugenderziehung*, Volk und Wissen Verlag, Berlin (Est), 1964.

gratuite à tous les niveaux, et prenant en charge, jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire, tous les enfants sans distinction de classe sociale, de sexe ou de croyance ⁷².

L'école unique ne peut être que *laïque (weltlich)* : la notion d'« école simultanée » est une nouvelle fois repoussée. Dans les années suivantes, ce point de vue reste à la base de l'action de la commission scolaire du parti, créée à Mannheim, et présidée par H. Schulz. Le principal document issu du travail de cette commission, *Die Schulreform der Sozialdemokratie*, signé de H. Schulz, consacre une trentaine de pages (sur près de 200) à la notion de *Weltlichkeit* ⁷³. Le chapitre « *La laïcité de l'enseignement* » (*Die Weltlichkeit des Schulwesens*) s'ouvre sur ces mots :

La social-démocratie revendique l'école laïque. Les enfants ne doivent pas être élevés pour gagner le ciel ou pour le monde surnaturel, mais pour leurs devoirs terrestres, en tant que membres de la société humaine. La laïcité de l'école est une nécessité pédagogique. Elle est aussi nécessaire que l'unicité du système scolaire, qui en est la condition ⁷⁴.

L'enseignement religieux scolaire est défini sans ambiguïté comme une violence faite à l'enfant :

La foi est une affaire d'adulte. C'est le droit sacré de tout homme fait de prendre position sur la religion, comme il le veut et le peut. Mais un enfant ne peut décider de ces questions sérieuses et difficiles. C'est pourquoi c'est lui faire une indigne violence [eine schöne Vergewaltigung] que de le jeter de bonne heure dans des chaînes religieuses dont il ne peut se libérer sa vie durant si ce n'est à grand peine. Et cette violence devient encore plus barbare dans la mesure où on ne se contente pas des normes et formes religieuses générales, mais qu'on l'enserme dans les chaînes encore plus étroites et pesantes d'une confession particulière ⁷⁵.

La difficulté à résoudre (comment à la fois apparaître comme neutre par rapport à la religion et dénoncer l'aide qu'elle apporte au maintien de l'ordre établi ?) est perceptible dans un texte qui indique à la fois : « *Quand la social-démocratie revendique en conséquence la laïcité des écoles, elle n'agit pas en raison d'une quelconque haine de la religion, qui est affaire privée pour chaque individu* », et quelques lignes seulement plus loin : « *Les confessions catholique et évangéliques sont appropriées [aux « intérêts de la classe dirigeante* »] car elles prêchent l'humilité [Demut], la soumission aveugle aux autorités spirituelles et temporelles, elles apprennent la bassesse de l'esclave. » ⁷⁶

La même difficulté se rencontre à propos de la question de la séparation des Eglises et de l'Etat, position programmatique de toujours de la social-démocratie allemande (depuis ses origines tant lassalliennes que marxistes), lorsque se manifeste, à partir de 1905 (comme en France, mais aussi comme en Angleterre et, on le verra, en Italie), un courant poussant à la lutte pour la séparation immédiate (et non comme mesure à mettre en place après la « *conquête du*

⁷² *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der sozialdemokratischen Partei Deutschlands abgehalten zu Mannheim, vom 23 bis 29 September 1906*, Berlin, Buchlandlung Vorwärts, 1906. Il contient à la date du 28 septembre les deux volumineux rapports sur la politique scolaire du SPD (*Sozialdemokratie und Volkserziehung*) de H. Schulz (p. 323-347) et de C. Zetkin (p. 347-359)] ici brièvement résumés.

⁷³ Le fait que ce livre, pas plus qu'aucun autre document de politique scolaire du SPD avant 1914, n'a été traduit en français contribue à expliquer, sans la justifier, l'affirmation encore aujourd'hui répétée en France selon laquelle le mot « laïcité » serait « intraduisible ».

⁷⁴ H. SCHULZ, *Die Schulreform der Sozialdemokratie*, Berlin, Schmitt, 1919 (seconde édition), p. 89.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 91.

⁷⁶ *Ibid.*

pouvoir », selon le schéma de Kautsky). La contestation de l'impôt d'Eglise⁷⁷ sert de point d'ancrage à ce mouvement, animé par l'aile la plus anticléricale du parti, autour de Paul Göhre et Adolf Hoffmann, et qui appelle au « retrait d'Eglise » (*Kirchenaustritt*). « *Quand bien même un retrait de centaines de milliers de personnes hors de [leur] Eglise ne doit pas être attendu, le retrait de plusieurs milliers s'avérerait d'une grande utilité, car nous formerons alors une mer de dissidents [ein Dissidenten-Meer] avec lesquels le gouvernement devrait compter.* »⁷⁸ Le mouvement trouve son prolongement logique dans un appel aux parents à retirer leurs enfants de l'instruction religieuse scolaire : en avril 1906 les initiateurs de cette campagne publient dans ce but une feuille intitulée « *Parents, protégez vos enfants !* ». Le principe « la religion est une affaire privée » est ici interprété comme un appel à la lutte pour remettre en cause le rôle des Eglises dans la vie publique : « *La foi est sans doute l'affaire privée de chacun, mais l'Eglise est une affaire de l'Etat, une affaire du pouvoir.* »⁷⁹

Mais le mouvement n'obtient pas des sommets du SPD l'appui escompté. La crainte de s'aliéner une partie de l'électorat socialiste pour des raisons jugées non centrales politiquement, et d'introduire une division funeste au sein des rangs sociaux-démocrates eux-mêmes, est sans doute déterminante dans le refus de Bebel et Kautsky de s'engager dans cette voie ; on ne peut exclure non plus qu'un certain anticléricisme caricatural, semblable à celui relevé en France par J. Lalouette, ait contribué à discréditer le mouvement⁸⁰. Ainsi freiné, le mouvement de retrait d'Eglise s'essouffle. A la veille de 1914, Berlin, qui vote majoritairement SPD, ne compte que 40 000 réfractaires à l'impôt d'Eglise (dont un nombre indéterminé pour des raisons sans doute sans rapport avec la politique social-démocrate)⁸¹.

Mais dans les années qui précèdent immédiatement 1914, la question du conditionnement précoce des esprits devient de plus en plus directement (comme en France ou en Angleterre) celle de l'inculcation scolaire d'un patriotisme vis-à-vis duquel la social-démocratie allemande, malgré sa tradition internationaliste théorique et pratique (durant la guerre de 1870), semble de plus en plus perdre ses repères. Le triomphe électoral de 1912 (près de 35 % des voix, 110 députés) rapproche l'heure de vérité. L'idée que l'histoire travaillait inéluctablement à la victoire finale avait contribué à rendre moins pressante la question de l'endoctrinement scolaire des

⁷⁷ L'impôt d'Eglise (*Kirchensteuer* : voir plus haut, chapitre 10) était dans l'Allemagne impériale une manifestation forte de la non-séparation du religieux et du politique. Refuser d'acquiescer cet impôt, c'est-à-dire déclarer qu'on quittait « son » Eglise, était une démarche administrativement lourde, mais légalement possible. Or ce refus, en tant que manifestation personnelle concrète de l'« indépendance de classe », ne fut curieusement jamais pris en charge politiquement par la social-démocratie allemande. Dans les premières années du XXe siècle, la très grande majorité non seulement des électeurs, mais des militants de base du SPD, bien que pour la plupart non pratiquants voire non croyants, payaient l'impôt d'Eglise, justifié par les œuvres caritatives qu'il finançait : ne pas s'en acquiescer passait, semble-t-il, pour un acte d'incivisme.

⁷⁸ Paul GÖHRE, cité par Ulrich BENDELE, *Sozialdemokratische Schulpolitik- und -pädagogik im Wilhelminischen Deutschland 1890-1914*, Frankfurt a. M., Campus, 1979, p. 61. Göhre était un ancien pasteur

⁷⁹ Tract (avril 1906) cité par U. BENDELE, *op. cit.*, p. 64.

⁸⁰ La question de « l'anticléricisme sommaire » est discutée dans la social-démocratie allemande à propos de Léon Tolstoï, entre 1908 (son 70e anniversaire, événement qui connut un retentissement international) et sa mort en 1910. Rosa Luxemburg, dans un article de la *Leipziger Volkszeitung* du 9 sept 1908, s'élève contre ceux qui, dans les rangs sociaux-démocrates, ne savent pas entendre dans l'œuvre de Tolstoï un puissant cri de protestation contre une organisation du monde suscitant sans fin misères et violences, et qui lui reprochent de prêcher le retour passéiste à un christianisme des origines. « *Tolstoï n'était et n'est certes pas un social-démocrate, et il n'a pas la moindre compréhension de ce qu'est la social-démocratie ou le mouvement ouvrier moderne. Mais c'est un procédé sans espoir que d'aborder un phénomène de la vie de l'esprit de la grandeur et de la spécificité de Tolstoï avec cette règle d'écolier pauvre et rigide. Une position de rejet du socialisme comme mouvement et comme doctrine peut dans certaines circonstances témoigner non de la faiblesse, mais de la force d'une intelligence, et c'est sans aucun doute le cas pour Tolstoï* » (publié dans Rosa LUXEMBURG, *Schriften über Kunst und Literatur*, Dresde, VEB, 1972). Tolstoï avait été excommunié par l'Eglise orthodoxe russe en 1901.

⁸¹ Georges CASTELLAN, *L'Allemagne de Weimar*, Paris, Colin, 1969, p. 210.

enfants du peuple, considérée comme vouée d'avance à l'échec. Août 1914 allait montrer que les classes dirigeantes allemandes n'avaient pas tort quant à elles de ne pas désespérer de leurs écoles primaires, et de leur aptitude à former des sujets prêts à donner leur vie pour leur empereur et leur pays, sous la bénédiction conjointe des deux Eglises.

3. SOCIALISME ET LUTTES CONTRE LE CLÉRICALISME EN ITALIE (DES ANNÉES 1890 À 1915)

3.1. Antonio Labriola : politique scolaire laïque et conception marxiste de l'histoire

Bien qu'Antonio Labriola (1843-1904) n'ait jamais joué de rôle politique dirigeant dans le Parti Socialiste Italien (fondé en 1892 à Gênes, dénommé *Parti Socialiste* trois ans plus tard), et qu'il n'ait donc pas participé directement à l'élaboration de sa politique scolaire, son œuvre mérite à plusieurs titres d'être examinée dans la perspective du présent travail. D'une part en raison de son rôle déterminant dans la diffusion du marxisme en Italie, qui ne commence réellement qu'avec la publication de ses deux premiers *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire* (1895 et 1896) ; mais aussi parce que Labriola (à la différence notable de tous les autres grands théoriciens du socialisme du XIXe siècle) fut sa vie durant un enseignant (titulaire d'une chaire de philosophie à Naples, puis à Rome à partir de 1873), et qu'il s'intéressa particulièrement à l'histoire des idées philosophiques au XIXe siècle ainsi qu'à diverses questions de politique scolaire, et même de politique scolaire comparée⁸². Le texte qui mérite de retenir ici en premier lieu l'attention, parce qu'il montre avec une particulière netteté comment sa conception laïque s'articule à une large vision socio-politique des problèmes éducatifs, est celui de sa conférence sur l'école populaire (*Della scuola popolare*) prononcée à l'université de Rome le 22 janvier 1888 devant un public d'enseignants des *écoles communales* de la capitale⁸³. On notera que Labriola, qui s'est alors éloigné depuis plusieurs années de l'hégélianisme libéral qu'il a professé jusque-là pour se rapprocher du socialisme, n'a cependant pas encore pris réellement connaissance à cette date de l'œuvre de Marx.

L'idée centrale de cette conférence est celle de la responsabilité politique cruciale du libéralisme politique au pouvoir dans le retard effrayant de l'Italie sur ses voisins du Nord en matière d'instruction populaire. Si le projet Scialoja (1873, voir chapitre 9) avait tout au moins le mérite historique de combiner les deux éléments clés d'une politique scolaire digne de ce nom dans le secteur de l'éducation populaire, à savoir une réelle obligation scolaire et une laïcité complète de l'enseignement public, la loi finalement adoptée en 1877, avec sa pauvre scolarité obligatoire réduite à deux ans – à peine le temps d'un apprentissage minimum de lecture et d'écriture – et sa semi-laïcisation timorée et incohérente, montre le dédain dans lequel est tenu jusqu'à aujourd'hui le peuple, et son instruction. Les élites dirigeantes, ou plus exactement, selon l'expression de Labriola, « *le petit nombre qui a pris possession de l'Etat* »⁸⁴ leur préfèrent « *la funeste conciliation avec le Vatican* », c'est-à-dire avec la force même qui porte historiquement la principale responsabilité dans le retard scolaire et culturel de l'Italie vis-à-vis de l'Europe⁸⁵. C'est pourquoi la réelle promotion de l'école populaire en Italie est pour lui

⁸² Ses *Scritti pedagogici* (ed. U. T. E., Turin, 1981, 685 pages) rassemblent une cinquantaine d'écrits de sa période libérale (jusqu'au début des années 1880) et de sa période socialiste ultérieure. Sa principale étude de politique comparée, *Statistiche di pedagogia e di politica scolastica* (1881) couvre les domaines de l'éducation, tant « *secondaire* » que « *populaire* », d'une dizaine de pays (dont la France, la Grande-Bretagne et plusieurs pays de l'aire allemande).

⁸³ Arturo LABRIOLA, *Scritti pedagogici*, U. T. E., Turin, 1981, p. 488-515, première publication (1888) par les soins de la *Société de secours mutuel pour les enseignants de Rome*.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 504.

⁸⁵ Labriola fait remarquer qu'en raison du triomphe de la Contre-Réforme en Italie, le pays ne dispose pas de tradition historique en matière d'enseignement populaire (à la différence de l'Allemagne ou de la France révolutionnaire). Au